



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Forum du lait à Suisseexpo

L'industrie mène le bal

La Fédération suisse des producteurs de lait (FPSL) semble à genoux devant l'industrie laitière. C'est l'amer sentiment qu'une bonne partie des producteurs a eu suite à la journée du lait de SwissExpo. La FPSL organise, invite, communique, mais ne mord plus et ne propose plus grand chose, si ce n'est «d'encourager le dialogue entre tous les échelons de la filière». Dans son discours d'introduction, le président de la FPSL n'a fait qu'une sorte de mea-culpa sur l'année écoulée avant d'avouer que le système mis en place par l'IP-lait était un fiasco. Il n'a ni permis de réguler le marché et encore moins de stabiliser le prix. Suite à cela, il a encouragé toute la filière à ramer dans le même bateau...enfin galère pour certain et yacht pour d'autre serait-on tenté de dire! Le secteur industriel a ensuite tenu le crachoir, pour asséner encore et toujours que le prix du lait était encore trop élevé. Par contre, ils n'ont pas dit que le lait à «croix-blanc-prairie-cervin», vendu dans le monde entier, n'emplissait plus le tiroir-caisse.

C'est donc les poches pleines que les directeurs des industries Camille Bloch, Crémo et Hochdorf se sont plaints, à contrario des producteurs, qui eux n'ont bientôt plus les moyens de se payer un Ragusa! Le Directeur d'Hochdorf, Monsieur Damian Henzi, nous a ouvertement dit qu'il attaquerait le marché chinois de la poudre de lait! Tout fier de déclarer que le groupe avait investi beaucoup d'argent – donc prévoit des bénéfices – pour lancer une gamme pour nourrir ces chères petites têtes...noiraudes!

Qu'en penser? Soit le pouvoir d'achat des chinois est beaucoup plus important que ce que l'on nous laisse entendre,



M. Henzi, Directeur du groupe Hochdorf lors du forum du lait de Swiss'expo 2011

soit que le prix du lait en Suisse est bien trop bon marché. Dans tous les cas, cela contredit bien les théories de Paul-Albert Nobs qui tente depuis toujours de nous faire croire que l'on ne fait pas d'argent avec de la poudre de lait!

Heureusement, les producteurs n'étaient pas dupes. Ils ont réagi et de manière assez vigoureuse. Des membres d'Uniterre et de Big-M ont dénoncé les incohérences d'un système qui ne régule rien, qui crée des faillites d'exploitation «au top» et qui oblige à produire à perte. A ce sujet, aucune réponse vraiment convaincante du côté des intervenants, si ce n'est qu'ils ont avoué – à demi mot - avoir besoin de lait pour faire tourner leurs usines et garder leurs parts de marché. Ils ont ajouté, comme à leur habitude, que si le besoin se faisait sentir, ils iraient s'approvisionner à l'étranger! Ils ont oublié de préciser qu'ils le faisaient déjà puisque beaucoup possèdent sans doute des parts dans des usines à l'étranger qui exportent aussi leurs produits vers la Suisse! Faut-il dès lors en avoir peur? A Uniterre, nous

serions tentés de dire que non. Non pour autant que ces importations se fassent de manière transparente et déclarée afin que nous, producteurs, puissions adapter notre offre et obtenir une véritable plus-value sur l'ensemble des produits laitiers labellisés «croix-blanc-prairie-cervin» vendus à bon prix sur le marché national et international. Et cela vaut aussi bien pour de la poudre de lait que pour les ingrédients protéiques laitiers.

Pour adapter notre production, nous, producteurs, devons mettre en place notre propre structure de régulation et redonner à l'IP-lait sa véritable fonction, à savoir un simple lieu de négociation entre les différentes parties. Sans cela, jamais les producteurs ne pourront obtenir une quelconque plus-value de la filière.

En guise de conclusion, Uniterre estime que personne d'autre que les paysans suisses ne pourront offrir au monde... du lait Suisse, alors sachons le vendre à nos acheteurs et baisser ou augmenter la production si besoin est! Nous avons d'ailleurs présenté depuis quelques temps déjà un système de régulation qui permette cette flexibilité car nous sommes convaincus que les produits rares et de qualité ont une grande valeur...Les entreprises l'ont compris, Uniterre aussi mais certains producteurs un peu moins à l'image de René Vonlanthen qui déclare qu'une régulation par les producteurs serait «à classer dans le casier réservé aux rêveries» (InfoLait FSFL décembre 2010). La FPSL quant à elle, doit s'en convaincre si elle souhaite rester un minimum crédible vis-à-vis d'une bonne partie de sa base.



Politique agricole

Suisse

Pages 2-3



Vie du syndicat

L'entretien

Pages 4 et 5



International

Colombie

Page 6



Forum

Carrefour Solidarité

Page 8

POLITIQUE LAITIÈRE

Le droit de regroupement des producteurs au centre des préoccupations d'EMB et de la Via Campesina

Dans la base légale européenne, la limite maximum pour des regroupements de producteurs stipule qu'ils ne peuvent pas dépasser les 3.5% de la quantité de lait produit dans l'UE. Au sein d'un même pays, une base légale sur l'exception par catégorie permet de regrouper au maximum 30% des quantités.

En chiffre cela signifie que les producteurs regroupés ne peuvent pas représenter plus de 4.7 milliards de kilo de lait. En comparaison avec la réalité des entreprises, ce niveau est bien trop bas. En effet certaines laiteries comme Arla Foods ou Friesland Campina, avec respectivement 8,7 milliards et 11,7 milliards de kg, possèdent déjà actuellement 6.5 % et 8,8% du marché européen, et elle vont continuer à s'agrandir sans entrave.

La règle des 30 % par pays pose également un sérieux problème aux organisations de producteurs européenne.

En effet, dans certains pays, comme au Danemark ou aux Pays-Bas, une seule laiterie (statut de coopérative!) peut transformer une écrasante majorité du lait produit (95% au Danemark et 85% aux Pays-Bas).

EMB se bat pour faire augmenter ces taux auprès de la Commission de l'UE pour la mise en place des Milkboard nationaux et l'agence de surveillance au plan européen. Elle y arrive plus ou moins, mais pas dans des proportions suffisantes actuellement. EMB doit pour l'instant se résoudre à modifier le rôle des Milkboard nationaux.



Du côté de la Coordination Européenne Via Campesina (ECVC), les positions sont plus radicales mais aussi peut-être plus réalistes si l'on se réfère à la situation que l'on vit en Suisse. Pour ECVC, les regroupements de producteurs ne feront jamais le poids face à l'industrie et la grande distribution sans une force obligatoire attribuée par l'UE pour la gestion des quantités. ECVC demande donc en premier lieu une politique publique européenne forte qui fixe les règles de production et de marché pour l'ensemble des Etats membres. ECVC cite l'exemple du secteur fruits & légumes, où les groupements sont obligatoires pour obtenir les aides européenne. Ces regroupements n'empêchent pas du tout le marasme des prix à la production. Pour ECVC, ni les très grosses coopératives laitières, ni le regroupement, ni les interprofessions, ni la contractualisation directe ne permettront de gérer la crise. La solution vient d'un changement de

cap de la politique laitière et la mise en place, au plan européen d'une politique laitière basée sur la souveraineté alimentaire, qui place les intérêts des citoyens européens au centre plutôt que ceux de l'industrie et du commerce!



Pour la petite histoire, l'UE se montre actuellement très agressive dans les négociations commerciales avec le Canada, pour pénétrer le marché laitier canadien et briser leur système de gestion... l'un des plus protégé au monde mais qui permet d'avoir des prix corrects, du producteur au consommateur.

Nicolas Bezençon

BIG-M fait campagne «pour une production laitière sur mesure, et non pas démesurée»



Uniterre soutient l'action pour une gestion de quantité nationale de la production laitière lancé par BIG-M et appelle tous les producteurs de lait à la rejoindre (s'inscrire sur http://www.mengensteuerung.ch/liste_befuorworter, site en allemand). C'est tout naturellement que nous saluons cette action de BIG-M. Il faut montrer de façon impressionnante qu'une majorité des producteurs de lait suisses appuie l'idée d'une gestion nationale des quantités de lait conforme au marché!

Ce que nous regrettons, c'est que l'affiche ne parle pas d'objectif de prix équitables.

Avant le traitement de la motion Aebi au Conseil des Etats, les producteurs suisses de lait doivent s'unir pour l'avenir de la production laitière, au nom de l'approvisionnement de la société avec un lait paysan de qualité et se battre pour un modèle de gestion des quantités conforme au marché, comme celui proposé par Uniterre.

Nicolas Bezençon



ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

Que sont devenues nos coopératives paysannes?

Une année se termine, une autre prend le relais. Au printemps, selon un rituel préétabli, le carrousel des Assemblées Générales va se mettre à tourner pour tirer un bilan de l'année écoulée.

C'est ainsi presque depuis la nuit des temps et rares sont les assemblées qui posent problèmes. Le président entame la séance salue les personnalités présentes, excuse celles qui avaient mieux à faire ce jour-là, se fend d'un discours parfois éclairé et visionnaire, parfois convenu et sans surprise, le plus souvent ennuyeux. Puis place est donnée au directeur pour son rapport d'activité. C'est lui qui en fait tient les rênes de l'entreprise. Tour d'horizon des différents secteurs, remerciements aux sociétaires venu l'écouter et pour leur fidélité à l'entreprise puisque sans eux rien ne serait possible... Les résultats sont encourageants, le chiffre d'affaire est en hausse, et même si la part des sociétaires dans le chiffre s'amenuise, elle est largement compensée par les excellents résultats obtenus dans les autres secteurs, du rayon des aliments pour animaux domestiques au secteur des petites machines destinées au grand public en passant par différentes promotions style vélo électrique, produits divers et variés, télévisions et même d'excellents vins étrangers. Histoire d'habituer dès aujourd'hui les papilles et les habitudes de nos clients au grand chambardement de demain lorsque les derniers viticulteurs et autres producteurs auront été balayés dans la tourmente incontrôlée de la Grande Libéralisation... On se dédouane toutefois, et avec une grande sincérité, en mettant en avant les produits du terroir. Cela sonne juste et le client répond présent, de la même manière qu'il s'émerveille devant les clichés d'une agriculture idyllique telle que l'offre la publicité de nos grands distributeurs. Nous aussi sommes passés maîtres dans l'art du marketing justifiant le choix de personnes compétentes toutes sorties des meilleures écoles de Suisse ou de l'étranger... L'heure avance, les gosiers s'assèchent... encore le rapport des comptes très joliment présenté sous forme de galette appétissante aux quartiers multicolores qui viennent confirmer les propos de la direction. On se réjouit des miracles de cette nouvelle technologie avant de passer aux nominations courues d'avance... applaudissements sans réserve... quelques divers pour régler la présence de quelques rares grains de sable s'étant insidieusement ou malencontreusement glissés dans cette machinerie complexe et subtilement huilée... C'est que nul n'est parfait, on l'a bien compris, et cela motive pour être encore meilleurs l'an prochain... Derniers remerciements, le président a repris la main pour souhaiter à chacun un bon retour... à ses problèmes!

L'heure de l'apéro a enfin sonné, offert généreusement par un géant de la chimie... merci encore... et les langues peuvent enfin se délier un peu... On est finalement content d'être venu et d'être ce que l'on est... on a revu les collègues avec plaisir car en quels lieux, autre que celui-là, a-t-on encore l'occasion de se revoir pour être certain que l'on a raison de penser ce que l'on pense sur les sujets épineux du moment... ? Dernière gorgée pour la route, dernière solide poignée de main, on se souhaite le meilleur en espérant bien être encore là l'an prochain pour revivre une fois de plus ces excellents moments de fraternité paysanne...

Il les faut ces moments, ils sont indispensables à notre cohésion car l'amitié que l'on se porte joue un rôle fondamental. Il y a aussi du temps nécessaire à considérer que l'on est tous embarqués dans le même bateau, encore faudrait-il réfléchir pour savoir vers quels horizons il nous emmène...

L'article pourrait s'arrêter là mais en fait c'est plutôt là qu'il commence. Sur cette toile de fond volontairement caricaturale (excuses anticipées aux personnes n'ayant pas saisi le ton résolument humoristique et l'auto-dérision sous-jacente... !) se cache un vrai problème et une vraie question sur ce que sont devenues nos coopératives. Qui encore aujourd'hui pourrait retracer l'histoire ne serait-ce que de l'une d'entre elle, tant le paysage a changé et les repaires ténus? On aimerait pouvoir confier ce travail à un étudiant en mal de thèse pour creuser dans ce terreau où poussent aujourd'hui les fruits d'une politique commerciale qui dans presque tous les cas a dépossédé, de fait, les agriculteurs d'un instrument créé à l'origine pour permettre un meilleur fonctionnement de leurs exploitations. Et ceci, même si des agriculteurs siègent à ce que l'on appelle pompeusement «Conseil d'Administration», qualificatif relevant davantage du vocabulaire de la société anonyme que d'une coopérative. Ce glissement sémantique valorise encore davantage le rôle de l'administrateur mais qui dans la plupart des cas n'a pas toutes les clés pour apprécier la politique dictée par une direction dont c'est le métier. Et seuls les avis retenus seront ceux s'inscrivant dans la politique de l'entreprise, les armes manquant pour évaluer avec du recul les options prises. On peut se réjouir du développement réussi des Landi et autres Fénaco. On ne manque aucune occasion de nous y associer mais elles sont devenues de quasi-monopoles, complètement déra-

cinées des préoccupations de leur base en dépit des apparences, et travaillant plus pour faire tourner le capital propre de l'entreprise que de déployer tout leur savoir à l'adresse et au bien-être des agriculteurs. A qui profite l'énorme capitalisation de ces coopératives devenues géants commerciaux bientôt cotées en Bourse? Quelles parts aux bénéficiaires tirons-nous aujourd'hui des résultats spectaculaires de ces entreprises que nous avons mises en place et qui en principe devraient encore nous appartenir? Je crains qu'elles ne s'auto-alimentent pour grandir encore sans se soucier des dividendes que nous serions en droit d'exiger d'elles. Et si justement nous les exigeons ces dividendes? J'imagine la surprise et le tollé...! Il ne s'agit pas de minimiser les services rendus, mais de s'interroger sur la finalité de cette politique de croissance. Car comment, en position pareillement dominante sur le marché, ne parvenons-nous pas à obtenir des prix et à mieux régulariser le marché? Il y a des questions simples, qui paraîtront simplistes à certains, qui demandent des réponses également simples. Il est trop facile de se retrancher derrière la complexité des choses pour ne pas y répondre. Il y a trop peu de transparence dans les politiques mises en place pour obtenir des prix décents. Toutes les questions aboutissent au même constat finalement très pratique: on ne peut transiger avec les lois et la réalité du marché. Mais ces lois sont-elles à ce point immuables? Y a-t-il pareil déterminisme dans cette évolution de notre société. Si l'on mettait la même énergie à nous convaincre de l'inadéquation de se rebeller contre ces lois que de trouver le moyen de les faire évoluer au profit de tous, peut-être n'en serions-nous pas là aujourd'hui. Le marasme dans lequel nous sommes aujourd'hui, où presque tous les secteurs de notre métier passent devant les caisses vides de nos aspirations légitimes démontre avec une évidence criante la faillite absolue des politiques que nous avons mises en place et devrait inciter ceux qui ont encore le courage de relever la tête d'exiger un vote sanction de la population toute entière sur le bien-fondé de notre présence dans les campagnes et sur notre volonté de continuer à l'approvisionnement dans un juste partage des responsabilités de chacun et des revenus qui lui sont liés.

Je ne vois que ce chemin comme prémices au changement. L'Initiative sur la Souveraineté Alimentaire, dont le lancement a été décidé, est assurément le lieu par excellence pour relancer devant

les citoyennes et les citoyens de ce pays un débat aujourd'hui confisqué par les barons de tous ordres. Il est encore temps d'un véritable changement de cap. Que soit réinventée une Autorité politique de concertation capable de contenir et d'endiguer les courants dominants pour qu'ils se mettent au service de la communauté citoyenne et non pour tenter de l'asservir à ses intérêts.

Alexis Corthay, paysan, Carre d'Aval (GE)

LE MARCHÉ PAYSAN NOUS COMMUNIQUE:

L'Assemblée générale aura lieu le 21 mars à Gingins à 20h.



plus d'infos sur www.marchepaysan.ch

RAPPEL SONDAGE

Vous avez reçu en décembre un sondage sur les cotisations Uniterre. Un article en page 7 éclaire cette démarche.

Merci de nous transmettre votre réponse si vous ne l'avez pas encore fait.

A NOS MEMBRES FRIBOURGEOIS URGENT

La Poste risque de ne plus vous faire parvenir le Journal si votre adresse ne contient pas un nom de rue. Merci de transmettre vos compléments d'adresse à p.gaillet@uniterre.ch ou au 026 675 16 46

VIE DU SYNDICAT

Interview mit Samuel Spahn, Bewirtschafter des Biohofes im Fondli in Dietikon und Präsident der jungen Zürcher Sektion von Uniterre

Man fühlt sich fast an Asterix und Obelix erinnert. Sowie sich das gallische Dorf gegen die römische Besatzung wehrte, harren im Limmattal, an der Grenze zwischen den Kantonen Aargau und Zürich einige Bauernfamilien in einem Gebiet aus, welches fast unaufhaltsam von Einfamilienhäusern und Gewerbe- und Industriebauten zerfressen wird. Einer von ihnen ist der 57 jährige Biobauer Samuel Spahn, Präsident der Zürcher Uniterresektion.



Der Biohof von Samuel Spahn im Fondli in Dietlikon (ZH)

Samuel, kannst du uns deinen Betrieb einleitend beschreiben?

Ich bewirtschaftere einen 20.4 Hektar grossen Biobetrieb. 6.6 Hektar sind Eigenland, der Rest ist gepachtet, vor allem von der Gemeinde Dietikon. Seit über 10 Jahren produziere ich Bioweidebeef. Ich habe momentan maximal 40 Tiere. 30 Stück werden pro Jahr mit einem Lebendgewicht um die 550 Kilogramm geschlachtet. Auf 10 Hektar betreibe ich Ackerbau. Silomais, Winterweizen, Dinkel, Lein und Hirse sind meine Kulturen. Die Hirse werde ich wegen Unkrautproblemen durch Soja für die Tofuproduktion zu ersetzen versuchen. Meine Hauptleidenschaft ist aber der Obstbau. Auf 1.5 Hektar baue ich in einem intensiven Niederstammssystem Aepfel, Birnen, Zwetschgen und Kirschen an. 20% meines Landes sind Oekoausgleichsflächen, vor allem extensive Wiesen, aber auch eine grosse Hecke, welche wir Anfang der 90er Jahre mit Unterstützung des örtlichen Vogelschutzvereines pflanzten. Meine Partnerin Anita führt einen Hofladen, ein eigentlicher kleiner Bioladen. Denn wir verkaufen nicht nur unsere eigenen Produkte, sondern haben ein grosses Sortiment. Der Bioladen auf dem Hof generiert etwa einen Drittel des Umsatzes.

Wie wichtig ist der Direktverkauf für deinen Betrieb?

Der Direktverkauf ist eine nicht wegzudenkende Stütze des Betriebes. Je nach Erntemenge kann ich bis zur Hälfte des Obstes über den eigenen Hofladen

und eigene Vertriebskanäle verkaufen. Der Rest geht in den Biogrosshandel. Bei den Rindern und Ochsen verkaufen wir etwa 6 Tiere pro Jahr selber, also etwa ein Fünftel. Im Ackerbau arbeite ich eng mit Biofarm zusammen.

Wieviele Leute arbeiten auf deinem Betrieb?

Momentan bin ich in der Landwirtschaft alleine. Anita macht den Hofladen. Ich hatte sonst eigentlich regelmässig Lehrlinge, vor allem aus der Bioausbildung. Doch dieses Jahr bin ich alleine. Das ist machbar. Aber für die Obsternte brauche ich Unterstützung. Ich hatte jedoch noch nie Probleme, dafür Leute zu finden.

Wie kam es, dass du Biobauer auf dem Fondlihof wurdest?

Ich wurde hier geboren und bin hier aufgewachsen. Ich bin die dritte Generation Spahn auf diesem Hof. Nach einer Mechanikerlehre stiess ich mit 21 Jahren wieder zur Landwirtschaft. Es war die Zeit der ersten Oelkrise anfangs der 70er Jahre mit einer starken Rezession. Ich fand keine Stelle damals, die mir gefallen und entsprochen hätte. Da ging ich auf den Hof zurück und machte die Landwirtschaftslehre.

Und warum hast du so früh mit Biolandbau angefangen? Du gehörst ja fast zu den Pionieren.

Nein, zu den Pionieren zähle ich mich nicht. Die waren in den 50er Jahren. Aber ja, ich war hier in der Gegend einer der

ersten. Das war ja vor fast 30 Jahren. Da gab es noch keine Direktzahlungen, dafür aber Häme von den Nachbarn. Ich begann biologisch zu produzieren, weil ich nicht am Gängelband der chemischen Industrie gehen wollte. Die industrielle Landwirtschaft führt dazu, dass viel Wissen verloren geht. Dagegen wollte ich etwas machen. Und dann gab es zwei grosse Umweltprobleme, die damals aktuell und direkt von der Landwirtschaft verursacht worden waren: das Atrazin im Grundwasser und die Ueberdüngung der Seen.

Wie hast man damals die Bioprodukte unter die Leute gebracht?

Wir haben die ersten Bioläden der Stadt Zürich beliefert, mit allem, was wir hervorbrachten: Obst, Most, Getreide. Damals haben wir auch noch gemolken. Ohne Bioprämie und Direktzahlungen musste man sehr erfinderisch und innovativ sein, wenn man seine Produkte zu einem Mehrpreis verkaufen und nicht einfach in den konventionellen Kanal einspeisen wollte.

Was hat sich denn für dich mit der Einführung der Direktzahlungen verändert?

Der Biolandbau ist gesellschaftlich anerkannt worden und hat eine grosse Wertschätzung erlangt. Es nahm auch einen gewissen ökonomischen Druck weg, weil man ein gewisses Sockeleinkommen garantiert hatte. In diesem Sinne bedeutet es auch mehr Sicherheit. Man galt nicht mehr als Exot sondern man wurde dafür anerkannt, was man machte. Der biologische Landbau und die ganze Landwirtschaft wurde zu einem gesamtgesellschaftlichen Thema. Früher wurde man von konventionellen Kollegen manchmal angefeindet, man sei ein Unkrautzüchter oder nicht solidarisch mit den anderen Bauern, die jedoch, ehrlich gesagt, untereinander auch nicht immer solidarisch handeln.

Seit kurzem beherbergst du auf deinem Hof ein Vertragslandwirtschaftsprojekt. Wie kam es dazu?

Ja, das Projekt trägt den Namen Ortoloco. Im Herbst 2009 kamen Leute aus der Stadt Zürich auf mich zu. Sie waren auf der Suche nach Land für

ein Vertragslandwirtschaftsprojekt. Es handelt sich um Leute mit ökologischem Bewusstsein, die wieder wissen wollen, was sie essen. Dann ging eigentlich alles sehr schnell, rekordverdächtig schnell. Ich hatte ja überhaupt keine Infrastruktur für Gemüse auf meinem Hof. Ich musste ein wenig umbauen und meinen Traktor umplatzieren, um Platz für Rüst- und Kühlraum zu schaffen. Die Kooperative kaufte sich Maschinen, einen Folientunnel und alles Notwendige für die Bewässerung. Die erste Ernte wurde schon im Juni 2010 ausgeliefert. Dieses Jahr wollen sie die Anzahl Abonnenten von 100 auf 115 erhöhen. Und all dies auf einer Fläche von etwas mehr als einem halben Hektar!

Wie gestaltet sich das Zusammenleben mit so einem Projekt auf dem Hof?

Das geht sehr gut. Man muss sich einfach organisieren und die Sachen regeln. Wir haben immer noch einen vertragslosen Zustand, alles basiert auf Vertrauen. Wir lassen im Moment aber von einer Anwältin einen Vertrag ausarbeiten, für den Fall, dass es eines Tages mal Probleme geben könnte und auch, um die rechtliche Lage für Ortoloco gegenüber den landwirtschaftlichen Behörden zu klären. Bisher lief alles nach freier Uebereinkunft. Es hat viel mehr Betrieb auf dem Hof, aber das gefällt mir.

Stören kann dich das ja nicht gross, denn du bist auf deinem eigenen Hof ja auch noch kulturell aktiv.

Seit einigen Jahren gibt es den Ku(h)lturstall, wo es pro Jahr etwa 6 Konzerte gibt, vor allem Jazz. Dann vermieten wir den Raum auch für Feste und Veranstaltungen. In den 90er Jahren hätten wir den Stall wegen Tierschutzvorschriften umbauen sollen. Ich entschied mich für einen Neubau, der vielfältig nutzbar ist, auch wenn ich mit der Rindviehhaltung aufhören würde. Den alten Kuhstall, einmal leer geworden, bauten wir zum Kulturstall um, auch, weil in Dietikon solche Räumlichkeiten rar sind.

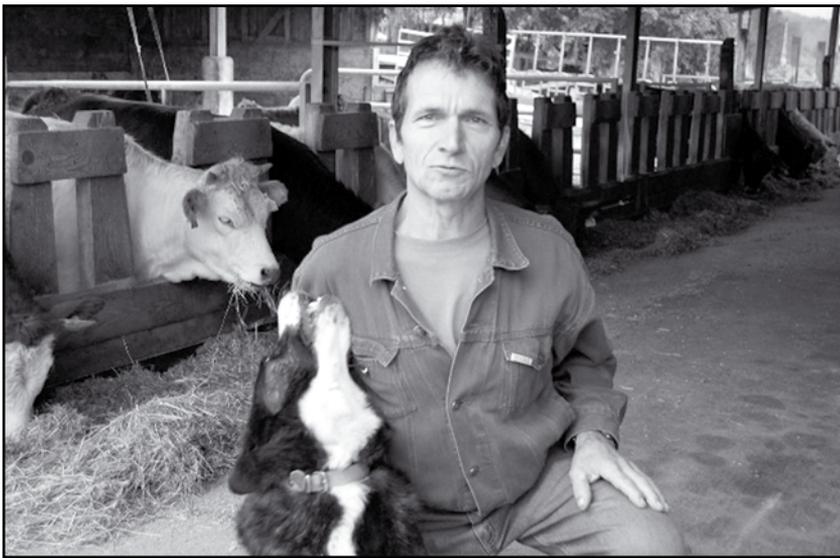
Wie bist du zu Uniterre gestossen oder auf sie aufmerksam geworden?

Uniterre kennen die deutschschweizer Bauern vor allem als Organisation, die

ENTRETIEN (SUITE)

auf den Putz haut und Radau macht. Inhaltlich ist Uniterre weniger bekannt. Viele finden es gut, was Uniterre macht, aber ihre Wahrnehmung als militante Organisation schreckt auch viele davon ab, selber darin aktiv zu werden. Ich selber bin durch das Konzept Ernährungssouveränität auf Uniterre aufmerksam geworden. Denn es war Uniterre, die den Begriff in die gesellschaftliche und agrarpolitische Diskussion brachten. Dies plus Vertragslandwirtschaft hat mich sehr angezogen. Dann gab es Ende 2009 ein Treffen mit Uniterreinteressierten aus der Deutschschweiz und schon fand ich mich als Präsident einer noch kaum existierenden Zürcher Sektion wieder.

Wenn ich den Ist-Zustand anschau und analysiere, woher der Wind weht und welche Kräfte darin am Wirken sind, dann bin ich nicht sehr optimistisch. Der Strukturwandel wird wohl noch weitergehen und noch viel mehr Höfe zerstören. Im Hinblick auf die Agrarpolitik 2014-2017 müssen wir dahingehend Einfluss nehmen, die Sichtweise des Strukturwandels zu ändern. Denn der Strukturwandel hat uns Bauern nichts gebracht. Wir haben mehr Stress, sind viel mehr alleine an der Arbeit und die Preise sind in den Keller gefallen. Wir dienen als Durchlauferhitzer für die Direktzahlungen, von denen vor allem die verarbeitende Industrie und der Handel profitieren. Nichtsdestotrotz wollen viele



Der Biobauer Samuel Spahn, präsident der zürcher Sektion von Uniterre

Ist die Deutschschweiz ein hartes Pflaster für Uniterre?

Ja, eher schon. Es läuft etwas harzig, andere davon zu überzeugen, bei uns mitzumachen. Darüber hinaus bin ich kein Missionar. Die Fakten sind ja eigentlich bekannt, es liegt auf der Hand. Doch viele haben zu viel anderes zu tun. Es gibt auch viel Resignation und das Gefühl sowieso nichts erreichen zu können. Dennoch haben wir in unserer kurzen Geschichte doch etwas Staub aufgewirbelt. Wir machten am vergangenen 17. April eine Demo in Zürich zum Thema Kulturlandverlust durch Urbansierung. Das gab viel zu reden in der Bauernpresse und auch im Kanton Zürich wurde in den Medien viel darüber berichtet. Die Grünen hat dann auch noch ein Portrait von mir gebracht. Allgemein sind die Medien ziemlich offen gegenüber dem Themenkomplex Landwirtschaft. Schliesslich sind die Weltmarktpreise wieder am steigen. Ich höre immer wieder von Leuten, die von dieser Aktion gehört haben und sie gut gefunden haben.

Wie siehst du die Zukunft für die Bauern und Bäuerinnen in der Schweiz?

Leute daran etwas verändern. Und da ist eben auch der Platz von Uniterre, die diese Positionen mit Vehemenz und Entschlossenheit verteidigt.

Was habt ihr als nächstes vor als Zürcher Sektion?

Wir organisieren für den 28.3 eine Diskussionsveranstaltung zum Thema Ernährungssouveränität am Strickhof in Winterthur Wülflingen, um unsere Inhalte unter ein bäuerliches Publikum zu bringen. Dazu haben wir Hansjörg Walter vom Bauernverband, die grüne Nationalrätin Maya Graf und die Vizepräsidentin von Uniterre, Ulrike Minkner, eingeladen. In einer Zeit, wo viele von Ernährungssouveränität zu reden beginnen, ist es wichtig, Klarheit über den Begriff zu schaffen. Wir hoffen natürlich auch, dass die Veranstaltung das Interesse bei anderen Bauern weckt, bei uns mitzumachen.

Reto Sonderegger, Sekretär Uniterre und ehemaliger Lehrling von Samuel Spahn

La version intégrale de cet entretien est disponible en français sur notre site internet:

www.uniterre.ch/Actualites/actu.html

L'association d'agriculture contractuelle de proximité ORTOLOCO



«Ortoloco» est une coopérative rassemblant producteurs et consommateurs. Née en 2009, elle a pour objectif de fournir ses membres avec leur production. C'est chose faite depuis juin 2010 à une centaine d'abonnés.

L'abonnement est annuel et les coopérateurs prennent une part sociale. Le prix varie selon les revenus et les livraisons de fruits et légumes se font à un rythme hebdomadaire d'avril à décembre et toutes les deux semaines en hiver. Une parcelle de 0.5 ha a été loué dans la ferme biologique de Samuel Spahn à Dietikon (Fondlihof) et une jardinière est engagée.

«Les principes résident dans une relation respectueuse et durable avec la nature et l'environnement. La coopérative pratique l'agriculture biologique et se comprend comme une alternative à l'agriculture industrialisée. L'agriculture est un domaine à choyer plutôt qu'un terrain commercial. Il s'agit de soustraire un aspect important de la vie à la logique spéculative et du profit et de contre-carrer ainsi la logique économique dominante basée sur la croissance. Nous pratiquons une organisation économique sur la coopération productive plutôt que sur la concurrence contre-productive. Ainsi nous voulons maintenir des petites structures paysannes». «La relation aliénée actuelle entre producteurs et consommateurs est supprimée. L'alimentation doit être d'abord locale et s'appuyer sur un minimum d'importations. Le commerce intermédiaire est supprimé. Par cet échange direct et personnel le projet représente un modèle pour un avenir durable qui augmente la qualité de vie».

Plus d'info sur www.ortoloco.ch

Lettre des producteurs de lait du Canada:

Chers producteurs de lait en Europe, du Québec, nous suivons attentivement la situation des producteurs laitiers européens. Je me fais le porte-parole des producteurs laitiers québécois et canadiens pour exprimer notre solidarité face à la situation difficile que vous subissez depuis deux ans.

Au Canada et au Québec d'où je vous écris, nous pouvons dire que l'économie se porte en général assez bien. Le secteur bancaire canadien a traversé la crise financière sans intervention gouvernementale. La réglementation des banques au Canada encadre la tolérance au risque. Le secteur laitier canadien a aussi traversé la crise sans soubresaut et sans subvention directe. Nous disposons d'outils efficaces pour contrer la volatilité des prix à la ferme. Les lois fédérales et provinciales nous permettent de gérer collectivement la production laitière, de l'ajuster aux besoins de notre marché et de négocier les conditions de vente avec les transformateurs. La réglementation est un moyen efficace et bien moins coûteux.

Cette année, au Canada, la production de lait est en légère hausse et les prix à la ferme devraient augmenter d'environ 2,2 % à partir du 1er février 2011. Il faut dire que nous n'avons pas eu de hausse du prix du lait le 1er février 2010. Les prix des intrants étaient à la baisse en 2009.

Les productions agricoles qui ne fonctionnent pas avec la gestion de l'offre font face à la volatilité des prix des denrées agricoles sur les marchés mondiaux. Ce problème de volatilité des prix sur les marchés internationaux est aussi accentué par la spéculation sur les marchés agricoles.

Dans un marché normal, les prix varient selon la demande. Les acteurs de ce marché vont donc ajuster la production pour que l'offre satisfasse la demande.

En agriculture, c'est le contraire qui se produit. La demande ne varie pas ou peu. Par exemple, la demande mondiale de lait varie d'à peine plus ou moins 1 % par année. Les récessions économiques ont peu d'effet sur la consommation alimentaire. En agriculture, la demande est donc relativement stable. C'est l'offre qui varie et on ne peut l'ajuster rapidement, car nous sommes des millions de producteurs qui travaillent de façon isolée. Nous devons composer avec les saisons et quand le produit est prêt, il doit être livré quel qu'en soit le prix. Notre secteur est particulier et les solutions doivent être spécifiques.

Je ne crois pas que les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) apporteront des solutions à ce problème. La déréglementation va accentuer le problème, car elle isole encore plus les producteurs agricoles. Les gouvernements doivent revoir leur approche dans les négociations sur l'agriculture et l'alimentation. On doit stabiliser les prix à la ferme et assurer des aliments à tous, même aux plus démunis. La stabilité politique mondiale en dépend.

Nous vous souhaitons une année 2011 plus fructueuse que les dernières!

Marcel Groleau, Présid. Féd. prod. lait Québec et vice-présid. Prod. laitiers Canada

INTERNATIONAL

Colombie: les paysans en lutte pour leurs droits et la défense de leur territoire

L'Acit, association paysanne membre de Via Campesina à Inza, dans le sud-ouest de la Colombie, s'investit pour défendre les intérêts des paysans en unifiant et renforçant 50 communautés locales.

En Colombie on a tendance à se représenter la campagne comme un paysage idyllique de nature sauvage, de tranquillité et d'air pur. Mais au milieu de ces forêts vierges, plaines immenses, cîmes enneigées, déserts, défilés, savanes, il y a des êtres humains qui vivent, qui travaillent la terre, qui sèment de la nourriture. Or, la constitution politique colombienne de 1991 a "oublié" les paysans, axe central de la société rurale et acteur primordial du pays. Cette population est l'un des secteurs les plus discriminés et abandonnés de Colombie. Le nouvel agencement du territoire, les plans d'exploitation minière et hydrique, le plan de développement rural et même les lois de réhabilitation et de réparation aux victimes de la violence promues cette année visent à la disparition du secteur paysan, transformant les zones rurales selon un modèle entrepreneurial de développement capitaliste. Ces politiques nationales déplacent les populations rurales vers les villes, criminalisent leurs luttes et nient leur identité et leurs droits.

Dans les zones rurales, l'éducation est décontextualisée et marginale, les investissements économiques sont réduits, et les paysans y ont difficilement accès. Les habitants des campagnes doivent supporter les conséquences du conflit politique social et armé, et en plus de ça, subissent la discrimination sociale, raciale, et souvent, la discrimination politique. Le mot "paysan" est utilisé comme catégorie dénigrante, comme insulte. Le travail titanique réalisé historiquement dans les campagnes est nié. La paysannerie est considérée comme une branche négligeable de la population. Les paysans colombiens ont disparu de l'espace national, notamment des politiques publiques, ils ont été rendus invisibles, privés de représentation politique et de protection juridique, écartés des espaces de décision.

Aujourd'hui on ne parle plus de la campagne que comme espace où développer des mégaprojets miniers, d'infrastructure, de production d'agro carburants, ou d'exploitation des ressources hydriques. Et on aimerait taire la manière dont ces communautés sont affectées par ces projets, les multiples violations dont ils sont l'objet, les milliers de déplacés, la mauvaise qualité de l'enseignement, le manque de terre pour produire de la nourriture, l'absence de subsides au petit producteur. Mais au milieu de tout ça, les communautés paysannes, indiennes et afrocolombiennes résistent, luttent pour leur reconnaissance politique, leurs identités, croyances et pratiques autonomes, et leur pleine appartenance à la communauté politique et économique du pays.



Récolte du maïs à Inza, Colombie

Nous, paysans de Tierradentro développons depuis plus de dix ans un processus d'organisation visant une amélioration des conditions d'existence, une réforme agraire qui s'émancipe des logiques de l'agroindustrie et prenne en compte la vie rurale dans toute sa complexité. Nous promovons des formes alternatives de développement, pensées et construites par nous -mêmes, au moyen de la mobilisation et de l'exigence permanente de la reconnaissance politique de la paysannerie comme sujet de droits.

Une de nos propositions pour ré-

soudre le problème de territorialité est la création de «Zonas de Reserva Campesina» (ZRC) comme stratégie de développement rural intégral et d'une vie digne. C'est actuellement l'axe de travail privilégié dans le mouvement paysan.

Ce défi d'exister et de rendre visible la vie rurale nous a amenés à penser que nous-mêmes devons redécouvrir l'importance du monde paysan. Nous pensons que le monde rural est la base de la vie, où l'eau naît et serpente, où est produite la nourriture qui sera par la suite distribuée dans les villes. Nous conservons aussi - par une utilisation adéquate - la flore et la faune présentes dans les forêts, les vallées et les montagnes. Paisibles, auprès du fourneau de bois, nos voix crient avec force et profondeur pour sortir de l'oubli la force vive d'hommes et de femmes dévoués au travail agricole, aux longues journées, aux intenses levers du jour, avec la brise fraîche du petit matin dans laquelle se diluent lentement les premiers rayons de soleil, alors que nous avalons les douces gorgées du premier café. Nous rencontrer et nous regarder droit dans les yeux pour nous conter nos histoires est notre autre défi. L'unité des paysans se construit en se levant tôt. Toutes et tous avivons le feu d'un jour nouveau. Nous sommes là, sur ces terres, nous les habitons, les cultivons, produisons l'alimentation des villes. Alors oui, maintenant ils vont croire que nous existons!

Jairo Arias Gaviria, ACIT; Trad. Collective: Ceiba

La déclaration finale de la rencontre paysanne est disponible sur le site: www.protierradentro.net
Il est possible de visionner une vidéo de cet événement sur <http://www.youtube.com/watch?v=2lAR1rktlWw>



Ouverture de la rencontre paysanne "Pour la reconnaissance sociale et politique de la paysannerie" organisée par l'ACIT

L'ACIT en bref

A travers les comités de l'association fondée en 2002, les paysans eux-mêmes gèrent de plus en plus d'aspects de la vie quotidienne au niveau économique, social et politique.

Après avoir mené une réflexion collective sur leur situation de dépendance, dans un système dans lequel le paysan paie le prix fort pour des aliments qu'il pourrait produire lui-même, les paysans d'Inza ont développé une stratégie visant à renforcer leur autonomie. Ils ont par exemple mis en place un réseau de magasins communautaires pour ne plus dépendre des intermédiaires; des raffineries de canne à sucre pour permettre une production rentable autre que le café et un camion a été acheté pour ne pas être tributaires des transporteurs. Tout ceci renforce le contrôle par les paysans eux-mêmes de la commercialisation de leurs produits.

Le comité des femmes a mené diverses campagnes de visibilité du rôle des femmes dans la société paysanne, contre la violence domestique et pour la souveraineté alimentaire, organisant des rencontres régionales. Le travail du comité des jeunes est axé, entre autres, sur le droit à l'objection de conscience dans une société militarisée.

Au niveau politique, elle a présenté son candidat aux élections municipales de 2004, qu'elle a gagnées. Pendant la durée du mandat, une politique de démocratie participative a été menée, transformant les habitudes politiciennes. Malgré les succès obtenus à travers une gestion collective, elle n'est pas parvenue à se maintenir à la tête de la municipalité. Par ailleurs, l'ACIT fait partie de syndicats paysans nationaux membres de la Via Campesina. Dans ce cadre, elle mobilise ses membres dans des manifestations nationales comme en octobre dernier lors du «Congrès des peuples» qui a rassemblé à Bogota des paysans, indigènes, étudiants, afrocolombiens et autres membres de la société civile colombienne, proposant un projet de société alternatif à celui des élites au pouvoir. Dans le cadre régional, elle a organisé du 15 au 16 novembre une rencontre paysanne: "Pour la reconnaissance sociale et politique de la paysannerie", pour rendre visible les problèmes du monde paysan, défendre leurs droits et leur territoire.

Le point sur les cotisations

Une consultation a été lancée en fin d'année sur le financement d'Uniterre dès 2012. Nous faisons le point.

Nous remercions celles et ceux qui ont déjà répondu au sondage sur les cotisations de votre syndicat. Il n'est pas trop tard, vous pouvez encore nous transmettre vos réactions. A la date d'aujourd'hui, 47% des membres ayant répondu au sondage préconisent une cotisation à 500 CHF; 41% préfèrent une cotisation à 220 CHF, alors que 12% (majoritairement des sympathisants) souhaitent une autre alternative en gardant une cotisation inférieure à 200 CHF.

Il est important de comprendre que la consultation sur les cotisations d'Uniterre a permis d'alimenter une réflexion beaucoup plus large que les deux propositions contenues dans le sondage. Uniterre a lancé de gros chantiers avec notamment le développement de sections alémaniques, le lait équitable, le renforcement des cultures fourragères ou l'initiative populaire sur la souveraineté alimentaire. Pour se donner les moyens de les mettre en oeuvre, comment créer une dynamique dans le syndicat sans

perdre de membres? Comment inclure les sympathisants sans faire de cotisation différenciée? Combien de temps peut-on être en survie, dépendant d'appels de fonds non pérenne? Quelle priorité donne-t-on à notre indépendance et notre légitimité basées sur un financement essentiellement paysan? Ces questions méritent d'être débattues dans vos sections cantonales d'Uniterre et de mûrir jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Il y a cependant quelques éléments à prendre en compte dans notre réflexion:

1) Dans d'autres pays, en Amérique du Sud et aussi en Europe, des exemples d'organisations paysannes dépendantes de bailleurs extérieurs ont montré l'incertitude des financements dans la durée et la forte dépendance idéologique envers ces bailleurs. Sans compter que nous vivons une période particulièrement difficile dans l'attribution des fonds.

2) Par rapport aux autres organisations nationales de défense professionnelle, Uniterre fait plus de propositions. Nous pensons qu'il serait bon de leur mettre

la pression en remettant en cause une partie du montant des cotisations payées au plan national seulement et non leur existence en tant que telle.

3) Une cotisation d'une valeur de 500 CHF pourrait être payée sous différentes formes: une somme de base en espèces de 200 CHF puis le reste par un engagement pour Uniterre d'un équivalent de deux jours. Des producteurs pourraient mettre à disposition des produits ou tenir le stand pour des marchés de soutien ou un marché spécial du 17 avril, journée des luttes paysannes. Des membres pourraient par exemple s'engager à vendre le journal dans la rue, à récolter des signatures pour le projet d'initiative populaire, mettre à disposition des espaces publicitaires dans leurs journaux, etc. L'avantage d'une telle démarche serait de créer une dynamique rassembleuse entre les membres. Le débat se poursuit, prenez-y part!

Anne Gueye-Girardet

Sensibiliser les écoliers à l'alimentation de proximité

Indéniablement, l'alimentation constitue un thème de débat toujours plus présent. 15 ans après la vache folle, 10 ans après le poulet à la dioxine, les Suisses sont désormais très attentifs à la qualité des produits consommés. Une prise de conscience qui est aussi écologique, et que l'on peut illustrer par l'exemple éloquent du pot de yaourt. Une étude allemande montre que les composants nécessaires à la fabrication d'un yaourt parcourent plusieurs milliers de kilomètres avant que celui-ci n'arrive sur la table : matières plastiques, fruits exotiques, sucre, lait... l'énergie consommée pour transporter et réfrigérer ledit pot permettrait de faire rouler une voiture sur 125m !

La volonté d'une alimentation de proximité répond également à un besoin d'authenticité des produits, et permet de soutenir une paysannerie suisse largement sacrifiée sur l'autel de la mondialisation libérale; ici comme ailleurs, la sacro-sainte concurrence laisse de nombreux producteurs sur le carreau. Car le libéralisme triomphant, c'est aussi cela : importer de l'autre bout du monde des denrées à bas prix, avec une explosion du trafic aérien, maritime et routier, pendant qu'on organise la disparition des producteurs locaux. Face à cela, des réponses citoyennes et politiques apparaissent : à Lausanne, l'agriculture contractuelle (qui consiste à s'abonner pour recevoir, chaque semaine, un panier de produits régionaux) connaît ainsi un beau succès. Le POP propose aujourd'hui d'élargir le concept aux écoles, en organisant, par exemple une fois par semaine, l'utilisation de produits locaux dans les cantines. Des collaborations nouvelles pourraient naître avec des paysans de la région, garantissant une restauration scolaire de qualité ; sur une base volontaire, les parents intéressés pourraient être associés à la démarche. De même, on pourrait imaginer que chaque école dispose d'un potager, qui serait un lieu de production, mais surtout un espace ludique de sensibilisation aux enjeux de l'autonomie alimentaire, de la privatisation du vivant par quelques multinationales (brevets, OGM, ...) et du nécessaire respect de l'environnement. Un exemple de ces « solutions locales pour un désordre global » dont parle Coline Serreau ?

Julien Sansonnens, décembre 2010

Uniterre met en place une Plateforme nationale Souveraineté Alimentaire

Nombre d'organisations parlent de souveraineté alimentaire à tout vent et la dénaturent dangereusement. Uniterre souhaite réunir des organisations paysannes, des organisations de défense de l'environnement, des mouvements sociaux, des ONG, des syndicats et des politiques afin de renforcer notre compréhension commune de la souveraineté alimentaire en Suisse aussi bien sur l'exploitation agricole, au niveau communal ou sur le plan national. Première rencontre agendée le 8 février.

Une plateforme nationale permettra de renforcer les organisations de base porteuses de la souveraineté alimentaire afin de construire une stratégie collective pour influencer nos politiques face aux défis actuels posés par la globalisation libérale de notre société. Bien qu'il existe déjà des réseaux d'organisations (alliance agraire, plateforme pour une agriculture socialement durable, etc), ceux-ci se concentrent sur certains aspects sectoriels et ne représentent pas l'ensemble de la société civile. La plateforme Souveraineté Alimentaire permettra de combler ces lacunes en incluant l'ensemble des groupes d'intérêts soutenant une alimentation durable fondée sur une production locale et paysanne, sur le respect des droits des paysans et des consommateurs. Les aspects environnementaux, énergétiques, sociaux, économiques et législatifs devront être pris en compte, pour aboutir à une déclaration commune sur la souveraineté alimentaire (SA) en Suisse.

Quelles lois et accords sont-ils tou-

chées par la SA? Comment les politiques publiques peuvent-elles intégrer la SA? Quelles sont les conséquences d'une politique basée sur la SA en terme d'importation des facteurs de production (protéines, énergie)? En terme de protection aux frontières? Voici quelques unes des questions qui ne peuvent pas être éludées si on parle de souveraineté alimentaire.

En Europe, plusieurs pays se sont déjà dotés d'une plateforme nationale pour la souveraineté alimentaire (Autriche, Belgique, Italie, Espagne, France, Royaume-Uni, Pays-Bas), d'autres sont encouragés à les mettre en place dans un processus de réflexion globale, marqué par la tenue, en août 2011 à Krems en Autriche, d'un forum européen sur la souveraineté alimentaire: Nyeleni Europe (www.nyelenieurope.net). Ce forum est organisé de façon participative par des organisations issues de la société civile de toute l'Europe. Un comité de pilotage est composé de la Coordination

Européenne Via Campesina, Les Amis de la Terre Europe, le Réseau européen d'Attac, le Comité International de Planification pour la souveraineté alimentaire, la Marche Mondiale des Femmes, URGENCI, UK Food Group et des plateformes nationales SA de plusieurs pays, notamment d'Europe de l'Est. Nyeleni Europe se veut une étape pour identifier les obstacles et défis pour réformer la Politique Agricole Commune européenne afin qu'elle soit juste et durable, pour impulser des modes de production durables et permettre une alimentation saine à tous les consommateurs.

La plateforme portée par Uniterre colle au calendrier européen de la SA, d'autant plus que votre syndicat est impliqué dans l'organisation de Nyeleni Europe. Nous encourageons donc les participants à se rendre au forum européen et tisser des alliances supra-nationales.

Anne Gueye-Girardet

A VIVRE...

3^{ème} CARREFOUR GENEVOIS DE LA SOLIDARITE
 Fédération genevoise de coopération

Forum Meyrin
27-29 janv. 2011

tables rondes
 expositions
 débats
 concert
 films

WWW.FGC.CH
 Infos: 022 908 02 80

L'alimentation en péril, quelle agriculture voulons-nous?
 Regards Nord-Sud sur la souveraineté alimentaire

Du 27 au 29 janvier

Expo Photos: 3 milliards de paysans nourrissent le monde; BD: dessine moi une souveraineté alimentaire; Village associatif-stands

PROGRAMME

Judi 27 janvier

18h30: film «Chef Thémis, cuisinier sans frontières» de P. Lavalette

20h30: Concert Bako Dagnon (Mali)

Vendredi 28 janvier

17h: film «Bananas!» de F. Gertten

20h: Débat d'ouverture: l'alimentation en péril. Quelle agriculture voulons-nous? avec des représentants de la Via Campesina

Samedi 29 janvier

10h30: film «rencontre sur la voie lactée» de J. Neuenschwander

13h30: film «Bananas!»

15h: contes «ogres et histoires de ventre»

16h15: film «des terres pour les sans-terre» de J. Stöckli

TABLES RONDES

9h: Développement rural et luttes des paysannes

10h30: Le commerce équitable et la production locale...

10h45: Souveraineté alimentaire dans les pays de développement

14h: Pour une convention sur les droits des paysannes

14h: Industries minières et agriculture: une co-habitation possible?

14h: Convoitises internationales sur les terres arables

15h30: La souveraineté alimentaire comme proposition de politique publique avec Uniterre

16h30: 15 ans du mouvement international pour la souveraineté alimentaire avec Uniterre

16h30: Conflit entre Organisations paysannes et Banque Mondiale

16h30: Agriculture durable de proximité et commerce équitable

AGENDA

Uniterre

1er février : alliance agraire
 3 février : assemblée Genève la Côte
 4 février : comité directeur et séance interne PA 2014-2017
 8 février : plateforme nationale Souveraineté alimentaire, Berne
 14-17 février : AG ECVC, Bruxelles
 22-24 février : AG EMB, Dublin
 24 février : dépôt de la pétition contre les agrocarburants à la Bundeshaus-terrasse, Berne, 11h15-12h
 7-18 mars : Session du Conseil des droits de l'Homme à l'ONU, Genève. Avec le thème des droits paysans et la présence de Via Campesina

Manifestations-Conférences-Débats

1er février : Conférence-débat. «Le Brésil après Lula: le point de vue des mouvements sociaux», 19h30 au Café-resto Le Gothard, Fribourg

6-11 février 2011: Forum Social Mondial, Dakar, Sénégal. A suivre avec le collectif Genève-Dakar-Genève

Mise à jour et plus d'infos sur www.uniterre.ch/Actualites/agenda

6ème Festival du Film Vert
 Le cinéma pour un futur durable

Festival du Film Vert
 2011

DU 18 AU 27
 FÉVRIER 2011
 DANS 17 VILLES DE
 SUISSE ROMANDE

www.festivaldufilmvert.ch

6ÈME ÉDITION DU FESTIVAL DU FILM VERT

Cette manifestation romande a pour but de présenter des documentaires de qualité en rapport avec l'environnement et les grandes questions d'écologie qui concerneront notre société ces prochaines années.

Le Festival présentera, dans une ambiance conviviale, une trentaine de films différents lors de 101 séances, sur des sujets traitant entre autres de l'alimentation, de la mondialisation de l'économie et les déséquilibres qui en découlent, ou du réchauffement climatique

Deux films principaux seront présentés dans chaque ville:

- «**Pig Business**», de Tracy Worcester. Une enquête anglaise qui remonte les filières de la production du porc à travers la planète. (www.pigbusiness.co.uk)

- «**Mister Carbon**», d'Yves Billy. Après « Vers un crash alimentaire », Yves Billy revient avec un double documentaire consacré au Co2, l'ennemi public n°1 (<http://www.arte.tv/fr/3548524.html>)

Programmation complète dans les différentes villes sur www.festivaldufilmvert.ch et plus de documents sur notre site internet www.uniterre.ch/Actualites/agenda

Metrabol
 Bolus après-vélagage
 Nettoyage et tonus

Taritral
 TARIR avec la nature
 sans antibiotique

Ovulitral
 Le geste
 FERTILITÉ

LGC SA
 1627 Vaulruz
www.altagenetics.ch 026 913 79 84